



Centre d'Information sur les Renseignements
et le Terrorisme

Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien

15-23 juin 2009

Le ministre israélien de la Défense en Egypte...



Le ministre israélien de la Défense Ehud Barak et le Président égyptien Hosni Moubarak (Ariel Hermoni, ministère israélien de la Défense, 21 juin 2009)

...et le Président de l'Autorité Palestinienne en Syrie.



Le Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas et le Président syrien Bashar Assad (Télévision Al-Arabiya, 21 juin 2009)

Aperçu général

- La politique de retenue du Hamas concernant les tirs de roquettes et d'obus de mortier a été respectée durant la semaine écoulée et aucun engin n'a été tiré en direction du Néguev occidental.
- Le 21 juin en Egypte, le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a rencontré le Président Hosni Moubarak et des responsables de la direction égyptienne. Ils ont discuté de la situation dans la bande de Gaza, en Judée-Samarie, ainsi que de l'Iran et du Liban après les élections. Ils ont également abordé la question de la libération du soldat franco-

israélien Gilad Shalit détenu en otage, captif depuis trois ans, bien qu'aucun détail n'ait été rendu public sur le contenu des débats.

- Mahmoud Abbas a rencontré le Président syrien Bashar Al-Assad à Damas pour discuter du processus de paix après le discours du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Evénements importants

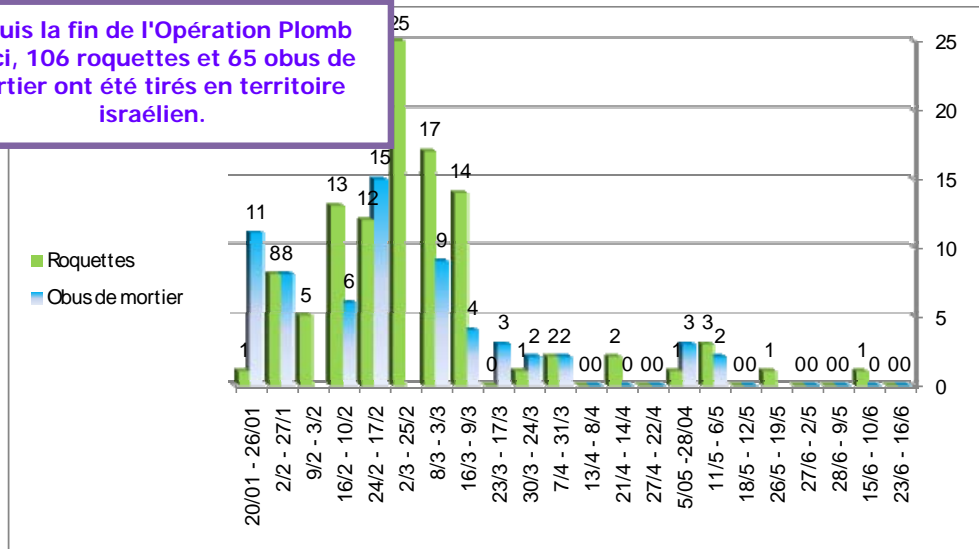
Bande de Gaza

Tirs de roquettes et d'obus de mortier

- Pendant la semaine écoulée, aucun engin n'a été tiré en direction du Néguev occidental.
- Le 21 juin, une patrouille de Tsahal a découvert quatre engins piégés placés le long de la barrière de sécurité dans la région de Kissufim située dans le Néguev occidental. Alors que les soldats désarmaient les engins, deux obus de mortier ont été tirés et des tirs d'armes légères ont visé les soldats. Il n'y a pas eu de blessé. Une faction des Comités de résistance populaire a revendiqué l'attaque (Site Internet Qudsnet, 22 juin 2009).

Tirs de roquettes et d'obus de mortier depuis la fin de l'Opération Plomb Durci

Depuis la fin de l'Opération Plomb Durci, 106 roquettes et 65 obus de mortier ont été tirés en territoire israélien.



Politique offensive du Hamas

■ Dans un chat sur le forum PALDF du Hamas, Abu Obeida, le porte-parole des Brigades Izz al-Din al-Qassam, a répondu aux questions des internautes. Interrogé sur les attentats suicide, il a déclaré que cette option était toujours à l'ordre du jour et était considérée comme légitime par le Hamas. Cependant, a-t-il ajouté, leur exécution n'est pas aisée et dépend de facteurs complexes et de conditions sécuritaires appropriées. Abu Obeida a ajouté que pendant l'Opération Plomb Durci, le Hamas avait préparé plusieurs "surprises" à Israël, dont des tirs de roquettes à longue portée. Le mouvement a "d'autres surprises," qui sont pour l'instant mises de côté en raison des circonstances sur le terrain (Forum PALDF du Hamas, 21 juin 2009).

Judée-Samarie

■ Les forces de Tshal ont poursuivi leurs activités de contreterrorisme en Judée-Samarie, arrêtant des douzaines d'activistes soupçonnés d'activités terroristes, alors que les tentatives pour effectuer des attaques terroristes continuent. Ci-dessous les principaux incidents :

● **18 juin** : Un cocktail Molotov a été lancé sur un véhicule israélien à l'Est de Qalqilya. Il n'y a eu ni blessé ni dégât (Porte-parole de Tsahal, 18 juin 2009).

● **17 juin** : Une Palestinienne a essayé de poignarder un soldat de Tsahal au point de contrôle de Te'enim près de Tulkarem. Des soldats l'ont interceptée et ont confisqué le couteau (Porte-parole de Tsahal, 17 juin 2009).

Poursuite des allègements des restrictions à la population palestinienne en Judée-Samarie

■ Le 17 juin, le point de passage Vered Jéricho (au Sud de la ville de Jéricho) a été ouvert pour la libre circulation des Palestiniens de Jéricho à la vallée du Jourdain (Porte-parole de Tsahal, 17 juin 2009).

Nouvel appareillage de Free Gaza

■ Le 25 juin, l'organisation Free Gaza planifie d'envoyer deux nouveaux navires dans la bande de Gaza avec, à leur bord, 40 activistes pro-palestiniens (Site Internet Free Gaza). Un des bateaux transportera 15 tonnes de ciment et de matériaux de construction (Reuters, 18 juin 2009).

Conférence internationale de collecte de fonds pour la reconstruction de la bande de Gaza

■ Les 17 et 18 juin, une conférence internationale pour la reconstruction de la bande de Gaza a eu lieu à Istanbul sous l'égide de la Turquie, en présence de plus de 1000 personnes, dont des représentants d'ONG et des organismes de charité (dont le Fonds saoudien Amir Naïf, la fondation "Qatar", le Croissant Rouge, etc...) La bande de Gaza a été représentée par le maire de Gaza (Télévision Al-Quds, 17 juin 2009).

■ Des décisions ont été prises au sujet de l'aide, de la programmation et du financement de plus de 400 projets. A titre d'exemple, un accord a été signé par une société turque pour la construction de 2000 unités de logement dans la bande de Gaza pour un coût total de 20 millions

de dollars. Lors de la conférence, un total de 350 millions d'euros a été promis, dont 290 millions d'euros par le gouvernement turc.

■ Kanaan Obeid, le chef de "l'Autorité arabe et internationale de reconstruction de la bande de Gaza," a critiqué l'Egypte pour son refus de permettre à une délégation de la bande de Gaza de participer à la conférence, et a fait part de son espoir que l'Egypte, les autres pays arabes et la Turquie permettront d'importer "les résultats de la conférence" dans la bande de Gaza. Il a fait référence à des projets permettant de fournir à la bande de Gaza un million de tonnes de ciment et un demi-million de tonnes de fer (Télévision Al-Quds, 17 juin 2009). La précédente conférence organisée à Sharm el-Sheik pour la reconstruction de la bande de Gaza a permis de réunir de très importantes sommes d'argent qui n'ont pas été utilisées, principalement en raison du désaccord entre le Hamas et l'Autorité Palestinienne quant au contrôle de l'argent.



Séance de clôture de la conférence internationale de reconstruction de Gaza
(Télévision Al-Jazeera, 18 juin 2009)

La bande de Gaza après l'Opération Plomb Durci

Le Hamas continue d'asseoir son contrôle sur la bande de Gaza

■ L'administration *de facto* du Hamas continue à asseoir son contrôle sur la bande de Gaza et de mettre en œuvre son processus d'islamisation. Dans ce cadre, elle a commencé à surveiller le départ d'employés du gouvernement de la bande de Gaza pour empêcher des sorties non contrôlées [implicitement, en Cisjordanie, sous le contrôle de l'Autorité Palestinienne] (Site Internet du ministère de l'Intérieur du Hamas, 18 juin 2009). Elle met aussi en application un

code religieux islamique. Ainsi, le 17 juin, le ministère de l'Intérieur, en collaboration avec le ministère des Affaires religieuses, a commencé à rédiger "un guide pour le policier islamique" dressant un système de règles islamiques contrôlant les activités de la police (Site Internet du ministère de l'Intérieur du Hamas, 17 juin 2009).

■ En parallèle, le Hamas a également pris le contrôle de foyers de l'administration civile dans la bande de Gaza qui n'étaient pas précédemment sous son contrôle : le 16 juin, le Hamas a pris le contrôle de l'organisme de charité "Les Amis du Malade" et selon des sources du Fatah, le Hamas a nommé un nouveau comité d'administration en dépit de l'existence d'un tel comité (Agence de presse Wafa, 16 juin 2009).¹

Visite de l'ancien Président américain Carter dans la bande de Gaza

■ Le 16 juin, l'ancien Président américain Jimmy Carter s'est rendu dans la bande de Gaza. Il a rencontré Ismail Haniya, le chef de l'administration *de facto* du Hamas. Le conseiller politique d'Haniya, Yussef Rizka, a déclaré que Carter n'était pas porteur de messages directs de l'administration Obama. Il a ajouté que Carter avait proposé d'être à la tête d'un groupe de personnalités chargées d'organiser un dialogue palestinien interne à Genève en cas d'échec du processus du Caire. Il a fait la même proposition à Omar Suleiman, le chef des renseignements égyptiens, qui n'a pas exprimé d'objection (Site Internet IslamOnline, 16 juin 2009). Pendant la rencontre, Carter a présenté à ses hôtes une lettre de la famille de Gilad Shalit et le Hamas a promis de la transmettre (Télévision Al-Arabiya, 16 juin 2009).

■ Des sources du Hamas ont qualifié la visite de Carter dans la bande de Gaza de "mesure américaine officielle." Musheir al-Masri, haut responsable du mouvement, a déclaré que "Carter n'agit pas de son seul plein gré et je pense qu'il œuvre dans le cadre de la politique de l'administration américaine." Il a ajouté que dans un proche avenir, le Hamas allait organiser des rencontres publiques avec d'autres Américains et Européens, et a précisé que le processus de changement positif de la politique américaine à son égard allait se poursuivre (Ynet, 16 juin 2009).

¹ Pour de plus amples informations sur les processus d'islamisation et le nouveau processus de contrôle du Hamas sur la bande de Gaza, voir notre article (en cours de traduction) de Juin 2009 intitulé "La bande de Gaza après l'Opération Plomb Durci : la reconstruction de l'infrastructure civile et militaire dans la bande de Gaza effectuée par le Hamas."

■ Selon un rapport d'Amit Cohen publié sur le site Internet de Ma'ariv le 16 juin citant "une source sécuritaire palestinienne," le Hamas aurait empêché une tentative d'attentat contre Carter pendant sa visite dans la bande de Gaza. Selon le rapport, les forces de sécurité du Hamas ont découvert deux engins piégés placés le long de la route menant du terminal d'Erez à la bande de Gaza et visant le convoi de l'ancien Président américain. Dans un premier temps, la police du Hamas a nié l'information publiée par les médias israéliens, mais selon un forum géré par les forces de sécurité du Hamas, deux individus ont été arrêtés pour avoir voulu attaquer Carter et l'un d'entre eux est mort en prison le 20 juin (Site Internet des forces de sécurité, 20 juin 2009).²

Arène politique

Rencontre entre Ehud Barak et Hosni Moubarak

■ Le 21 juin, le ministre israélien de la Défense Ehud Barak s'est rendu en Egypte. Au cours de sa visite, il a rencontré le Président égyptien Hosni Moubarak, le ministre de la Défense Tantawi et le chef des renseignements Omar Suleiman. Ils ont été rejoints par le ministre des Affaires étrangères Ahmed Abu Al-Ghait. Barak était accompagné par le chef du département de sécurité politique du ministère de la Défense, le général (de réserve) Amos Gilad. Ils ont discuté de la situation dans la bande de Gaza, en Judée-Samarie, ainsi que de la situation en Iran et au Liban après les élections.

■ Après la rencontre, Ehud Barak a déclaré aux journalistes que de nombreuses questions avaient été abordées, dont la situation actuelle en Iran, son programme nucléaire et son influence sur le Moyen-Orient, les résultats des élections au Liban, la situation dans la bande de Gaza, l'initiative du Président américain Obama pour la paix régionale, les négociations avec les Palestiniens et Gilad Shalit. En réponse à une question sur Gilad Shalit, Ehud Barak a répondu que "à ce point il n'y a aucune négociation et je préfère ne pas faire n'importe quelle déclaration à ce sujet" (Site Internet du ministère de la Défense, 21 juin 2009).

² On ignore qui était derrière la tentative d'attentat. Cela pourrait être l'œuvre de groupes islamistes affiliés au jihad mondial. Selon un rapport d'une fiabilité douteuse, des éléments des Brigades Izz al-Din al-Qassam sont soupçonnés d'être les responsables de ce projet (Site Internet Al-Kufiya, 22 juin 2009)



Le ministre de la Défense Ehud Barak répond aux questions des journalistes
(Ariel Hermoni, ministère de la Défense, 21 juin 2009)

Arène interne palestinienne

Dialogue interne palestinien

■ Le dialogue Hamas-Fatah n'avance pas sans à-coups. Des représentants du Hamas et du Fatah se sont rencontrés dans le cadre du comité de réconciliation à Gaza et à Ramallah pour discuter des arrestations politiques (Agence de presse Ma'an, 17 juin 2009). Dans un geste de bonne volonté pour promouvoir le succès des discussions, Mahmoud Abbas a autorisé les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne à libérer 20 détenus du Hamas (Site Internet Al-Shaala, 20 juin 2009). Des sources du Fatah ont assuré qu'il s'agissait d'une première série de libérations qui allait se poursuivre dans l'avenir (Felesteen, 22 juin 2009).

■ Sur le terrain, les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne ont continué à arrêter des activistes du Hamas en Cisjordanie. En riposte, les forces de sécurité du Hamas ont arrêté des activistes du Fatah dans la bande de Gaza (Site Internet Al-Ahed, le 20 juin 2009). Suite à ces arrestations, des sources du Hamas ont déclaré douter de la possibilité d'arriver à une réconciliation entre les deux organisations. Sami Abu Zuhri, haut responsable du Hamas, a affirmé que le fait que le Fatah n'a pas mis fin aux arrestations prouve son manque de sérieux (Radio BBC, 19 juin 2009).

■ Selon Khaled Mashaal, le chef du bureau politique du Hamas à Damas, plusieurs obstacles empêchent une réconciliation, dont l'intervention des Etats-Unis et du Quartet international, qui

imposent des conditions aux Palestiniens [cf., au Hamas] et les activités des forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne contre le Hamas en Judée-Samarie. Néanmoins, a-t-il ajouté, "la seule option est la réconciliation nationale" (Al-Sharq, Qatar, 20 juin 2009).

Visite de Mahmoud Abbas en Syrie

■ Le 20 juin, le Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas a rencontré à Damas le Président syrien Bashar Al-Assad et des responsables de l'administration syrienne. Ils ont discuté des efforts palestiniens en vue de la réconciliation interne, des résultats de la visite de Mahmoud Abbas aux Etats-Unis et des conditions exprimées par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour le processus de paix dans son discours à l'Université Bar-Ilan. Mahmoud Abbas et Al-Assad ont souligné le besoin d'une position arabe unie quant à la politique israélienne qui, a-t-il affirmé, pose des obstacles à l'établissement d'un Etat palestinien souverain (Agence de presse Wafa, 20 juin 2009). Après la rencontre, Saeb Erekat, le chef du département de négociations de l'OLP, a déclaré que les deux dirigeants s'étaient accordés sur tous les sujets liés au principe "de la paix en échange d'un retrait total et non avant" (Télévision Al-Arabiya, 20 juin 2009).

Réactions au discours du Premier ministre Benjamin Netanyahu

Egypte

■ Le Président égyptien Hosni Mubarak a réagi au discours de Netanyahu dans le Wall Street Journal. Il a appelé Israéliens, Palestiniens, les pays arabes et la communauté internationale à profiter de l'occasion historique d'arriver à un accord. Il a affirmé que "le fait de résoudre la question des frontières permanentes d'un Etat palestinien souverain territorialement contigu, basé sur les lignes de 1967, permettra de régler la plupart des autres questions sur le statut permanent, y compris les implantations, la sécurité, l'eau et Jérusalem." Par ailleurs, Mubarak a demandé la fin de "l'implacable développement des implantations par Israël... et sa fermeture de la bande de Gaza.". Il a exigé des Palestiniens qu'ils "continuent à développer leur capacité institutionnelle en surmontant leur division pour réaliser leurs aspirations à une structure étatique" (Wall Street Journal, 19 juin 2009).

■ La presse égyptienne a salué l'article de Mubarak, le qualifiant de réponse ferme à Netanyahu, affirmant qu'il replaçait la balle dans le camp d'Israël. La presse a aussi fait référence à l'article comme étant le début d'une nouvelle diplomatie publique égyptienne se tournant directement vers les décideurs américains qui, a-t-elle affirmé, ne sont généralement attentifs qu'aux positions présentées par Israël (Al-Gumhuriya, 21 juin 2009).

L'Autorité Palestinienne

■ Le Premier ministre de l'Autorité Palestinienne Salam Fayyad a prononcé un discours à l'Université Al-Quds à Abu Dis, à Jérusalem, en réponse au discours de Netanyahu à l'Université de Bar-Ilan, dans lequel il a abordé la position de l'Autorité Palestinienne quant à la reprise des négociations. Il a invité Israël à geler la construction dans les implantations, à lever le "siège" de la bande de Gaza et à mettre fin à ses activités sécuritaires en Judée-Samarie qui, a-t-il dit, nuisent aux efforts de l'Autorité Palestinienne pour garantir la sécurité. Il a également déclaré que les Palestiniens devaient prendre plusieurs mesures pour établir un Etat aux côtés de l'Etat Israël, la première étant la reconstruction de leurs institutions sécuritaires et économiques, ajoutant qu'à son avis, le processus pourrait être complété d'ici deux ans (Télévision palestinienne, Agence de presse koweïtienne, 22 juin 2009).



Le Premier ministre de l'Autorité Palestinienne Salam Fayyad
(Télévision égyptienne, 22 juin 2009)

Syrie

■ Les médias syriens ont continué leurs attaques verbales contre Israël, affirmant que la position présentée par Netanyahu dans son discours montre le manque de désir véritable d'Israël pour une paix régionale. Ils ont également déclaré que le discours rejetait clairement les décisions internationales quant à la paix, particulièrement tout ce qui est lié au "droit au retour" et à la reconnaissance d'Israël comme un Etat juif (Agence de presse syrienne, 15 juin 2009). Selon un éditorial publié dans le journal Tishreen, le discours a prouvé qu'il n'y avait aucun associé réel pour la paix et que la paix n'était pas un sujet pertinent dans le futur proche (Tishreen, 20 juin 2009).

Liban

■ Le Président libanais Michel Suleiman a déclaré que la position israélienne exprimée par le Premier ministre Benjamin Netanyahu était "rigide dans chaque aspect quant à la question de la paix et la recherche d'une solution pour le problème des réfugiés palestiniens." Il a indiqué qu'à son avis, face à la position de Netanyahu, les leaders arabes devaient s'unir pour mettre en œuvre l'initiative de paix arabe. Il a également appelé la communauté internationale, particulièrement les Etats-Unis et l'Europe, à exercer plus de pression sur le gouvernement israélien (Agence de presse libanaise, 15 juin 2009).

Réactions mondiales aux événements en Iran

Aperçu général

■ La victoire douteuse de Mahmoud Ahmadinejad aux élections iraniennes et les émeutes violentes qui s'en sont suivies ont été couvertes sans conviction par les médias arabes. Les leaders arabes et leurs médias officiels n'ont pas pris position sur la question. Les médias palestiniens, syriens et libanais ont félicité Ahmadinejad de sa victoire et ont accordé une couverture limitée aux informations sur les manifestations et les heurts sanglants en Iran. D'autres médias (par exemple, saoudiens) ont fait état des réclamations sur le trucage des élections et les manifestations qui s'en sont suivies.



Heurts en Iran (Photos prises par des passants et téléchargées sur Internet)

Arabie Saoudite et Etats du Golf

■ Des sources officielles en Arabie Saoudite n'ont pas publiquement fait de remarques sur les événements. Les médias du régime ou contrôlés par Riyad se sont concentrés sur des rapports informatifs et ont donné plus d'envergure aux adversaires d'Ahmadinejad :

● **Al-Arabiya**, chaîne gouvernementale, a été la première à annoncer les émeutes et les réclamations des réformistes sur le fait que les élections avaient été truquées. La chaîne a aussi été la première à témoigner des Iraniens tués dans les émeutes et à diffuser des images. En conséquence, les Iraniens ont fermé les bureaux d'Al-Arabiya à Téhéran.



Jeune homme blessé dans les émeutes (Télévision Al-Arabiya, 17 juin 2009)

● **Al-Sharq Al-Awsat**, journal publié à Londres mais appartenant à l'Arabie Saoudite, a annoncé que le conflit entre Mir Hussein Moussavi et Ahmadinejad était une menace pour l'existence de la République islamique d'Iran. Tareq al-Majid a écrit que les émeutes ont éclaté à cause d'une lutte d'influence pour le pouvoir, de la situation économique qui périclité, du manque de liberté et de l'oppression gouvernementale. Il a précisé que la question portait maintenant sur la légitimité du régime iranien et qu'il était clair qu'une grande partie de la population ne souhaite pas l'exportation de la révolution ni l'hégémonie iranienne dans le monde entier (Al-Sharq Al-Awsat, 21 juin 2009).



Gauche : Moussavi, un mal de tête pour Ahmadinejad (Al-Ra'i, Koweït, 22 juin 2009).
Droite : Iraniens empêtrés dans la barbe de la théocratie (Al-Sharq Al-Awsat, 21 juin 2009).

Qatar

■ La chaîne Al-Jazeera, appartenant au Qatar, généralement bienveillante envers les organisations terroristes et l'Islam radical, s'est contentée de diffuser des rapports laconiques sur les événements en Iran en faisant allusion à son appui au régime iranien. Les commentateurs ont annoncé l'éruption des émeutes dans le contexte des résultats des élections, et non dans le cadre d'une protestation plus large contre le régime iranien.

Egypte

■ Les médias égyptiens n'ont globalement pas exprimé d'avis officiel, mais un soutien au mouvement de réforme de Moussavi était toutefois tangible. Par exemple, selon Al-Gumhuriya,

"les partisans de Moussavi ont utilisé des matraques pour pousser les partisans d'Ahmadinejad hors des rues de Téhéran" (Al-Gumhuriya, 16 juin 2009).

Syrie

■ La direction syrienne n'a pas publié de réaction officielle. Les médias syriens, contrôlés par le régime d'Al-Assad, ont représenté Ahmadinejad comme un leader régional admiré et ont ignoré les émeutes violentes qui touchent l'Iran. Les éditoriaux ont déclaré que quiconque critique les résultats électoraux s'immisce dans les affaires internes de l'Iran.

Liban

■ George Alam a écrit dans Al-Safir que la victoire d'Ahmadinejad allait probablement avoir une influence directe sur les contacts entre la coalition et l'opposition pour former le nouveau gouvernement libanais et le choix d'un Président du Parlement, puisqu'Ahmadinejad et son influence politique sur le Liban doivent être pris en considération. Il a ajouté que le camp libanais de la coalition était d'avis que la victoire d'Ahmadinejad pourrait rendre le Hezbollah plus populaire au Liban, encourager des contacts pour former un gouvernement d'union nationale qui traiterai de la question du soutien à la "résistance" [cf., le terrorisme] dans les directives gouvernementales. Il a ajouté que l'optimisme des Forces du 14 Mars (qui ont gagné les élections) pourrait se métamorphoser en vigilance, précisant que l'alliance examinait actuellement la portée régionale de l'élection d'Ahmadinejad (Al-Safir, le 16 juin 2009).



Khamenei assis sur l'urne électorale tandis que les masses iraniennes manifestent pour la liberté (Al-Mustaqbal, Liban, 20 juin 2009)

Les Palestiniens

L'Autorité Palestinienne

■ Le quotidien Al-Hayat Al-Jadeeda, affilié à l'Autorité Palestinienne, a noté que les émeutes ne finiraient pas prochainement puisqu'il s'agit d'une question de lutte au sein du régime iranien et non pas dans la rue. Le chroniqueur Hafez al-Barghouti a comparé les événements à ceux dans l'Autorité Palestinienne, prétendant que le fossé dans la direction iranienne était semblable à celui de la direction palestinienne et qu'il était un facteur de risque pour le régime. Cependant, il a ajouté que les Palestiniens n'étaient pas parti-pris dans les événements en Iran (Al-Hayat Al-Jadeeda, 21 juin 2009).

Hamas et Jihad Islamique Palestinien

■ Le journal du Hamas Felesteen et son site Internet Palestine-Info n'ont accordé qu'une couverture insignifiante aux événements en Iran, s'efforçant de conserver la question palestinienne en tête de leur ordre du jour.

■ **Ramadan Shalah**, le secrétaire général du Jihad Islamique Palestinien, a envoyé une missive au Guide suprême iranien Khamenei et au Président désigné Ahmadinejad, les félicitant des résultats de l'élection. Il s'est dit "émerveillé de leur victoire," la qualifiant de victoire pour les Palestiniens et pour "tout le monde opprimé et les peuples libres" (Site Internet PalToday 16 juin 2009).